Des mandats d’arrêt internationaux contre une trentaine d’opposants burundais

PANA, 03 fÃ©vrier 2016 Bujumbura, Burundi Â - Quelque 38 opposants en exil de divers horizons au rÃ©gime en place au Burundi sont activement recherchÃ©s par des mandats dâ€™arrÃªt internationaux pour leur rÃ´le prÃ©sumÃ© actif dans les manifestations de rue des mois passÃ©s contre le troisiÃ¨me mandat dÃ©jÃ consommÃ© du chef de lâ€™Etat actuel, Pierre Nkurunziza et la tentative de putsch militaire manquÃ© contre son rÃ©gime qui sâ€™en est suivie, apprend-on de source proche du Parquet gÃ©nÃ©ral de la RÃ©publique Ã Bujumbura. Les principaux pays dâ€™exil de ces opposants sont le Rwa et la Belgique qui entretiennent de mauvais rapports conjoncturels avec le pouvoir en place au Burundi et se montrent peu pressÃ©s pour le moment dâ€™exÃ©cuter les mandats dâ€™arrÃªts internationaux.

Le Rwanda voisin est ouvertement accusÃ© de fermer les yeux sur des entraÃ®nements paramilitaires dans les camps de rÃ©fugiÃ©s burundais pour ceux dâ€™entre eux qui veulent revenir dÃ©stabiliser le pays dâ€™origine. La Belgique est ac dâ€™utiliser les opposants Ã des "visÃ©es nÃ©ocolonialistes" dans son ancienne colonie desÂ Grands LacsÂ africains pour m en reprendre le contrÃ´le et les intÃ©rÃªts. Selon le porte-parole de la Cour suprÃªme, Mme AgnÃ¨s Bangiricenge, Ã lâ€™orig de la divulgation de la liste, mardi soir sur les antennes de la radio nationale (publique), parmi les politiciens les plus recherchÃ©s figurent, entre autres, les frondeurs du parti prÃ©sidentiel contre le troisiÃ¨me mandat du chef de lâ€™Etat burundais. Il sâ€™agit notamment de LÃ©onidas Hatungimana, un ancien porte-parole du PrÃ©sident Nkurunziza, OnÃ©sime Nduwimana, un ex-porte-parole du Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie/forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie (Cndd-Fdd, parti au pouvoir) et de MoÃ¯se Bucumi, un ancien ministre des lâ€™Energie et des Mines au Burundi. Du cÃ´tÃ© de lâ€™opposition dite "radicale", ceux qui ont maille Ã partir avec la justice internationale sont lâ€™anci premier vice-prÃ©sident de la RÃ©publique issu de lâ€™unitÃ© pour le progrÃ¨s national (Uprona, ex-parti unique), Bernard Busokoza, le leader du mouvement pour la solidaritÃ© et la dÃ©mocratie (Msd), Alexis Sinduhije, le porte-parole du Conseil national pour la dÃ©fense de lâ€™accord dâ€™Arusha, enÂ Tanzanie, sur la paix et la rÃ©conciliation nationale et pou restauration de lâ€™Etat de droit(Cnared, principale plate-forme de lâ€™opposition en exil), JÃ©rÃ©mie Minani, ainsi que le prÃ©sident du Front pour la dÃ©mocratie au Burundi (Frodebu), Jean Minani. Parmi les organisations de la sociÃ©tÃ© civile, les mandats dâ€™arrÃªts courent contre Pacifique Nininahazwe, du Forum pour la prise de conscience et le dÃ©veloppement (Focode), Vital Nshimirimana, du Forum pour le renforcement des organisations de la sociÃ©tÃ© civile (Forsc), Margueritte Barankitse, de la Â« Maison Sharom Â» qui sâ€™est rendue cÃ©lÃ¨bre par la rÃ©cupÃ©ration et la prise en charge de plus de 10.000 orphelins de la guerre civile des annÃ©es 1990 Ã 2000, ou encore de Me Armel Niyongere, de lâ€™Action chrÃ©tienn pour lâ€™abolition de laÂ torture (Acat-Burundi). Des noms connus du monde mÃ©diatique burundais sont Ã©galement sur la liste des personnes recherchÃ©es par la justice du pays, dont celui de Innocent Muhozi, lâ€™actuel prÃ©sident de lâ€™Observatoire de laÂ presseÂ au Burundi (Opb, organe dâ€™autorÃ©gulation), en mÃªme temps directeur gÃ©nÃ©ral de l radiotÃ©lÃ©vision indÃ©pendante "TÃ©lÃ©-renaissance" qui a Ã©tÃ© dÃ©truite dans laÂ crise. Dâ€™autres personnes rech Bob Rugurika, le directeur de la cÃ©lÃ¨bre Radio publique africaine (RPA) qui a Ã©tÃ© la premiÃ¨re des mÃ©dias indÃ©penda Ã fermer dÃ¨s le dÃ©but de la crise, et Gilbert Niyonkuru, qui en Ã©tait le rÃ©dacteur en chef. Le directeur de "Bonesha FM" Patrick Nduwimana, et le rÃ©dacteur en chef de "Isanganiro", Patrick Mitabaro, ainsi que les journalistes indÃ©pendants Anne Niyuhire et Arcade Havyarimana figurent Ã©galement sur la liste des personnes du monde mÃ©diatique burundais poursuivis jusquâ€™en exil par les mÃªmes mandats dâ€™arrÃªt internationaux. Du cÃ´tÃ© des "putschistes" de mai, on retro en tÃªte de liste de hauts gradÃ©s activement recherchÃ©s, le chef des mutins et ancien patron des services spÃ©ciaux du renseignement, le gÃ©nÃ©ral Godefroid Niyombare, ainsi que lâ€™ancien ministre de la DÃ©fense nationale, le gÃ©nÃ©ral Po Gaciyubwenge ainsi que 12 autres hauts gradÃ©s de lâ€™armÃ©eÂ et de la police nationale. Ces mandats dâ€™arrÃªt sâ€™ dossier de 28 prÃ©sumÃ©s putschistes de mai dernier qui ont Ã©tÃ© cueillis sur place au Burundi et dont certains ont Ã©tÃ© c jugÃ©s et condamnÃ©s Ã des peines maximales dâ€™emprisonnement Ã vie. Du cÃ´tÃ© des civils moins connus, on estime de 6.000 manifestants qui ont connu ou gardent aujourdâ€™hui encore la prison pour leur participation au Â« mouvement insurrectionnel Â» des mois dâ€™avril Ã juin derniers, selon certains rapports des dÃ©fenseurs desÂ droitsÂ humains et des prisonniers au Burundi. Une mesure de grÃ¢ce prÃ©sidentielle, Ã laquelle ne sont toutefois pas Ã©ligibles les organisateurs et participants au mouvement insurrectionnel, a Ã©tÃ© annoncÃ©e, le jour du nouvel an 2016, par le chef de lâ€™Etat burunda La grÃ¢ce qui exclut encore les dÃ©lits de dÃ©tention, port et usage illÃ©gaux dâ€™armes de guerre ainsi que les viols sur de femmes et des jeunes filles, a Ã©tÃ© assortie dâ€™un passage obligÃ© par une rÃ©Ã©ducation civique des bÃ©nÃ©ficiaires.